

# Une Miss Diaspora africaine élue en Suisse pour lutter contre l'excision



De gauche à droite: 2ème dauphine, Miss Diaspora africaine, 1ère dauphine. Photo: Voix d'Exils.

**Le samedi 24 août a été la soirée de la beauté africaine à La Chaux-de-Fonds, dans le canton de Neuchâtel. En effet, dans le cadre de Neuchatoï 2013, un vaste programme d'activités culturelles et sportives organisé dans le but de permettre une meilleure connaissance et une meilleure compréhension entre Suisses et personnes issues de la migration, l'association ivoirienne «Loucha», qui lutte contre l'excision, a organisé la première édition de l'élection de Miss Diaspora africaine en Suisse.**

Douze candidates originaires de sept pays africains (Tchad, Cameroun, Mali, République Démocratique du Congo, Guinée, Côte d'Ivoire et Nigeria) ont participé à ce concours de beauté et l'élue est la Congolaise Vanessa Katambayi, une assistante en soins de santé communautaire de 20 ans dont huit passés en Suisse. La 1ère dauphine et la 2ème dauphine sont la tchadienne Ketsia Manitha et la malienne-camerounaise Fatima Fadimatou Sow Linda.

## **Sensibiliser le public au problème de l'excision**

Devant un parterre composé de spectateurs et spectatrices africains et suisses, qui ont rempli aux trois-quarts la grande salle de la Maison du peuple, le jury a désigné la Congolaise Vanessa Katambayi qui s'est distinguée de ses onze concurrentes par son expression orale, les tenues traditionnelles et modernes qu'elle a portées et la maîtrise de la danse traditionnelle congolaise, a précisé l'informaticien togolais Stéphane Tora, président du jury. Les candidates ont défilé en tenue traditionnelle africaine, en maillot de bain et en tenue de soirée et ont exprimé leurs ambitions au cas où elles seraient élues. Émue, la Miss Diaspora africaine en Suisse n'a pas manqué d'exprimer ses sentiments : «Ça me fait plaisir d'avoir participé à ce concours. La lutte contre

l'excision me touche et je voudrais soutenir les femmes dans ce combat. »

L'association «Loucha», qui signifie «lève-toi» en yacouba, une langue parlée en Côte d'Ivoire et au Liberia, existe depuis avril 2009. Sa présidente-fondatrice – Odile Parel – explique le motif de l'organisation d'un concours de beauté par la communauté africaine vivant en Suisse: «L'idée est de faire passer le message de la lutte contre l'excision en organisant ce concours». «On n'a pas besoin d'être excisée pour lutter contre l'excision», soutient-elle. En plus de la couronne et d'autres avantages attachés à son sacre, la Miss africaine en Suisse aura droit notamment à un séjour d'une semaine en Côte d'Ivoire.

## **L'excision en Afrique**

L'excision est une mutilation génitale féminine pratiquée couramment en Afrique et qui touche **125 millions de femmes à travers le monde selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)**. L'excision est illégale dans presque tous les pays du monde et des ONG luttent pour son abolition. «L'ONG Loucha lutte contre l'excision parce que j'ai été moi-même excisée à l'âge de 9 ans. Aujourd'hui, en Côte d'Ivoire, 42% de femmes sont excisées et continuent de l'être. La Miss Diaspora africaine élue en Suisse sera notre ambassadrice et rencontrera en décembre de cette année la première dame ivoirienne qui préside aussi une association qui s'occupe d'enfants et la Miss Côte d'Ivoire parce que je suis moi-même membre du comité d'élection de Miss Côte d'Ivoire. En tant qu'ambassadrice, la Miss élue en Suisse parlera de l'excision partout où elle sera, même là où elle administre des soins de santé», déclare Odile Parel.

## **Quid de l'excision en Suisse?**

**Selon l'UNICEF, l'excision est aussi pratiquée en Suisse et affectait, en 2008, 7000 fillettes et femmes.** Depuis le 1er juillet 2012, l'interdiction explicite de l'excision est entrée en vigueur en Suisse. **L'article 124 du code pénal suisse** condamne «Celui qui aura mutilé des organes génitaux féminins, aura compromis gravement et durablement leur fonction naturelle ou leur aura porté toute autre atteinte sera puni d'une peine privative de liberté de dix ans au plus ou d'une peine pécuniaire de 180 jours-amende au moins. Quiconque se trouve en Suisse et

n'est pas extradé et commet la mutilation à l'étranger est punissable.»

**Paul Kiese**

Membre de la rédaction neuchâteloise de Voix d'Exils

## « Paul Biya dilapide l'argent des Camerounais à Genève »



L'Hôtel Intercontinental de Genève.  
Photo: FBradley Roland, Voix d'Exils

Le 19 janvier dernier, des membres de la diaspora camerounaise ont mené une action internationale pour tenter de déloger le président Paul Biya de l'**Hôtel Intercontinental de Genève** et alerter l'opinion publique mondiale sur la situation catastrophique du Cameroun. Selon la diaspora camerounaise, Paul Biya louerait à l'année un étage entier de cet hôtel de luxe genevois pour lui et une cinquantaine de proches aux frais du contribuable Camerounais. Un train de vie opulent qui contraste fortement avec la misère de son pays, qu'il dirige d'une main de fer depuis plus de 30 ans, et qui s'enfonce dans un désastre socio-économique.

Ils sont venus à Genève des quatre coins du globe : du Canada, des États-Unis, de Belgique, de France et de Suisse pour « déloger » Paul Biya de l'**Intercontinental** et attirer l'attention de l'opinion internationale sur la situation qui sévit au Cameroun. Un beau pays, très riche en ressources naturelles, appelé l'Afrique en miniature de par sa diversité ethno-culturelle. Mais, selon ces militants qui se sont rendus à la cité de Calvin du 16 au 19 janvier dernier, « il est temps de faire quelque chose avant qu'il ne soit trop tard. Car le Cameroun va mal, très mal ».

**La misère criante du peuple camerounais**

Les populations tirent le diable par la queue et le panier de la ménagère se vide jour après jour. « Depuis plusieurs mois, la grande majorité des Camerounais luttent pour avoir une baguette de pain au petit déjeuner. Le prix des produits de première nécessité augmente à un rythme exponentiel, enfouissant le contribuable dans une misère ambiante. La gabegie des dirigeants est dégoûtante », nous confie un français marié à une Camerounaise. Il y a plus de deux ans le **Fonds Monétaire International (FMI)** dressait un rapport « d'une rare sévérité » sur la gestion économique du Cameroun. « La liste des critiques adressées aux dirigeants Camerounais est très longue. Les experts du FMI relèvent pêle-mêle le manque d'infrastructures, la piètre gouvernance et le mauvais climat des affaires », dont le résultat est aujourd'hui « la stagnation économique du pays et sa vulnérabilité à la récente crise financière », relève **Radio France Internationale**, dans un article d'août 2010.

**« Un étage entier de l'Hôtel Intercontinental de Genève loué à l'année »**

Pendant ce temps, Paul Biya se prélassait dans l'un des hôtels les plus chers du monde... **l'Hôtel Intercontinental de Genève** où, selon nos sources, il louerait tout le 6<sup>ème</sup> étage à l'année et ce, pour une somme pharaonique. Une enclave cossue de Genève des bords huppés du Lac Léman. Un havre de bonheur des grands de ce monde : princes arabes à la pelle, hommes d'états, hommes d'affaires triés sur le volet. Bill Clinton y a d'ailleurs séjourné. Herbert Schott, après avoir passé 35 ans à la tête de **l'Hôtel Intercontinental de Genève**, jusqu'en 2002, raconte des dizaines d'anecdotes à propos de ses clients les plus célèbres, dans son livre intitulé « L'HÔTELIER », paru en 2007. L'on peut lire que parmi les 157 chefs d'Etats ayant séjourné lors de sa direction à **l'Hôtel Intercontinental**, Paul Biya est celui qui l'a le plus marqué. Quant à ses trois enfants, ils ont également leur place dans le paradis lémanique, où ils étudient dans le très select **Collège du Léman**, à Genève. Un établissement scolaire haut de gamme dont les frais de scolarité et d'internat coûtent la bagatelle de 78'000 euros par année et par étudiant, **selon Jeune Afrique**. « Comment peut-on s'offrir un luxe aussi insolent, quand le pays qu'on dirige est classé PPTÉ (Pays Pauvre Très Endetté) par les institutions de Bretton Woods » ?, s'offusque un activiste, du nom de Thierry, avant d'ajouter que « Paul Biya est dangereux, méchant et sanguinaire et qu'il faut à tout prix l'empêcher de noyer, de détruire le Cameroun par tous les moyens possibles ». Une situation et un comportement que la plupart des Camerounais trouvent

choquants, voire insultants, car la grave crise économique mondiale qui sévit actuellement a aussi des répercussions sur l'Afrique et le Cameroun n'est pas épargné.

### **«Tentative désespérée pour déloger le dictateur par la force »**

De quoi expliquer la colère des activistes qui se sont rendus à Genève pour protester contre Paul Biya et dont certains n'ont pas hésité à pénétrer dans l'**Hôtel Intercontinental**, le 19 janvier dernier, lors d'une tentative désespérée pour «déloger le dictateur par la force ». « Nous avons expliqué au personnel et aux dirigeants de cet hôtel que l'argent que Biya et ses amis dépensent dans cet hôtel appartient au peuple Camerounais», tonnaient en chœur quatre activistes Camerounais qui ont pu pénétrer à l'intérieur de l'établissement avant d'être stoppés net par des policiers suisses et la sécurité de l'établissement. Ils ont juré qu'ils le « traqueront partout où il ira gaspiller l'argent des Camerounais ».

Une lettre rédigée par un **collectif au nom de « Cameroun libre »** a d'ailleurs été envoyée **aux autorités Suisses**, pour demander l'expulsion de Paul Biya du territoire helvétique. « L'hôtel Intercontinental de Genève se fait complice dans l'accentuation de la misère et la clochardisation du peuple Camerounais. Nous invitons les Camerounais, les amis de Camerounais, les Suisses, et le monde entier à ajouter leur voix à la campagne pour demander à cet hôtel de ne plus accepter Biya et ses amis comme clients. Nous devons clairement faire savoir aux dirigeants de l'**Hôtel Intercontinental** que le peuple Camerounais ne va pas se taire, tant qu'ils choisiront de participer au pillage de notre pays », concluait les activistes.

**FBradley Roland**

**Membre de la rédaction vaudoise de Voix d'Exils**

**« Je parle des Camerounais pour lesquels boire de l'eau potable est devenu un luxe »**

« Je ne parle pas du Cameroun des courtisans du président, des opportunistes qui l'entourent, qui lui sont proches, des vautours (ministres, directeurs généraux, et autres conseillers) qui n'attendent que le moment venu (après la mort du président) pour sauter dessus et prendre le relais.

Je parle des Camerounais qui n'ont plus aucun espoir dans la vie malgré tous leurs efforts.

Je parle des Camerounais de la capitale et de la majorité des villes Camerounaises pour qui boire de l'eau potable est devenu un luxe.

Je parle du Cameroun de l'insécurité, du trafic d'organes humains, de la corruption endémique, du tribalisme, de la pédophilie et devant lesquels les pauvres citoyens-immigrés que nous sommes sont devenus impuissants.

Je parle des Camerounais qui vivent dans un pays où l'anarchie est devenue la règle. Oui, au Cameroun, les gens sont tués et mutilés dans une indifférence à faire froid dans le dos.

Je parle des Camerounais qui n'éprouvent plus aucune émotion devant la violence.

Je parle des Camerounais qui vivent dans un pays où les hôpitaux publics sont devenus des mouiroirs.

Je parle des Camerounais qui subissent une injustice flagrante sans qu'aucun de leurs bourreaux ne soient inquiétés.

Je parle du Cameroun où les journalistes, écrivains, et autres penseurs sont arrêtés, emprisonnés, certains sont morts en prison.

Je parle des Camerounais qui, malgré des diplômes universitaires, bravent les mers du monde pour fuir la terre de leurs ancêtres et subissent l'humiliation à travers le monde.

Je parle de ce pays où la promotion au mérite a été enterrée depuis très longtemps.

Je parle de ce pays sans modèles ni héros.

Je parle de ce pays où rien ne marche et où le temps s'est arrêté.

Je parle de ce pays dont les talentueux enfants à travers le monde sont tout simplement oubliés pendant que d'autres profitent de leurs compétences. Les sportifs, médecins, journalistes, ingénieurs Camerounais n'hésitent plus à prendre la nationalité de leurs pays hôtes.

Je parle de ce pays dont le vide institutionnel est à l'origine de toutes les dérives. Un pays pris en otage par une poignée de Camerounais (un homme et sa famille) depuis plus de trente ans ».

Propos d'un activiste Camerounais d'une trentaine d'années vivant aux États-Unis qui a fait le déplacement pour participer à l'action internationale de Genève du 19 janvier dernier.

## Bertrand Teyou : un écrivain et activiste Camerounais actuellement incarcéré en Suisse



Bertrand Teyou. Photo de profil Facebook.

Bertrand Teyou est un écrivain et un activiste Camerounais connu pour son opposition acharnée à l'actuel président du Cameroun Paul Biya. L'été dernier, il a déposé une plainte contre Paul Biya à la **Cour européenne des droits de l'Homme** pour l'avoir jeté en prison et confisqué ses livres. Il a également déposé une plainte pénale en juillet dernier auprès du Ministère public du canton de Genève. Et, il y a à peine trois semaines, l'activiste a signé **une lettre au nom du collectif « Cameroun libre »**, envoyée au gouvernement suisse – le Conseil Fédéral – demandant purement et simplement l'expulsion de l'actuel chef d'Etat Camerounais de

**La Suisse**, pays où il séjourne très régulièrement. Aujourd'hui, Bertrand Teyou est emprisonné en Suisse.

Bertrand Teyou, ce Camerounais de 43 ans, avait fait la une des journaux Camerounais et internationaux suite à son arrestation et son emprisonnement en novembre 2010, pour avoir «osé» critiqué la première dame de la République du Cameroun, Chantal Biya, dans son livre intitulé «La Belle de la République bananière: de la rue au Palais». Condamné à deux ans d'emprisonnement ferme pour «outrage à personnalité», entre autres, il avait finalement été libéré six mois plus tard, en demandant «des excuses à la première dame du Cameroun pour l'offense causée par son œuvre», et en payant la somme de 2 millions de francs CFA (environ 4000 francs suisses), selon [le quotidien Camerounais Mutations](#).

«Quand j'ai été emprisonné, COLIBERTE – un collectif regroupant des écrivains du monde entier – a alerté des ONG et il y a eu une mobilisation énergique pour ma libération. [Amnesty International](#) a reconnu que j'étais un prisonnier d'opinion. J'ai été surpris par les courriers et par la détermination à défendre le droit à la liberté d'expression. Et j'ai été libéré après 6 mois. Cela a été une grande victoire et une gifle au tyran. Déclarer, dénoncer et reconnaître la réalité de la situation met en évidence la dictature. Et si on met en évidence cette dictature, on peut la démanteler». Martelait encore l'activiste l'été dernier à Genève, des propos rapportés par [le site amnesty.ch](#).

Après sa libération, Bertrand Teyou avait pris la route de l'exil, atterrissant dans un premier temps au Mexique où, dit-il lors d'un entretien accordé au site d'Amnesty International le 18 juin 2012, il avait été contacté par [ICORN International](#), une organisation qui s'occupe, par le biais de résidences d'écriture, d'écrivains en danger dans leur pays. L'organisation lui avait proposé d'écrire son histoire en résidant à Mexico City. Comme il se trouvait qu'il y avait une place de résidence disponible, Mexico City était alors devenu sa résidence d'écriture en septembre 2011.

**«Paul Biya, pire que Hitler»**



Arrivé en Suisse en 2012, il s'était notamment engagé avec d'autres Camerounais de la diaspora à «dénoncer ici en Europe, la dictature et le règne de la terreur qui sévit au Cameroun». Lui qui disait de Paul Biya qu'il est «plus dangereux qu'un monstre et même pire que Hitler», s'était donné pour «défi» de faire expulser Paul Biya de la Suisse. Car, selon lui et ses acolytes, il est inadmissible que le président Camerounais trouve le moyen de passer le bon temps sur les bords du lac Léman, en dilapidant l'argent d'un pays dévasté par son régime de terreur et d'horreur. « Paul Biya vit en véritable prince choyé à Genève, ville où fut conçu le « Mein Kampf » camerounais (« Pour le libéralisme communautaire ») », édité et publié en 1987 par l'éditeur Pierre-Marcel Favre à Lausanne en Suisse. Il y a plus ou moins trois semaines, ce **lauréat du prix Hellman/Hammett 2012**, envoyait **une lettre au Conseil Fédéral à Berne**, en qualité de porte-parole du collectif «Cameroun libre», dans laquelle il demande aux autorités helvétiques d'expulser Paul Biya de Suisse.

### **Bertrand Teyou « disparaît de la circulation »**

Depuis plusieurs jours, ses acolytes n'arrivent plus à entrer en contact avec lui. La rédaction vaudoise a retrouvé sa trace et nous apprenons qu'il est actuellement emprisonné à la prison de Martigny d'où, aux dernières nouvelles, il a été transféré dans un hôpital, à priori suite à une grève de la faim. Il vient d'être interviewé par **Amnesty International** et nous allons l'interviewer à notre tour d'ici quelques minutes pour mieux connaître les raisons de sa détention.

Affaire à suivre.

**FBradley Roland**

**Membre de la rédaction vaudoise de Voix d'Exils**

---

# 14<sup>ème</sup> Sommet de la Francophonie : retour sur un événement aux enjeux considérables



Joseph Kabila, président du la RDC. Photo  
Galerie du Parlement Européen (CC BY-NC-  
ND 2.0)

Le 14 octobre dernier, les projecteurs s'éteignaient sur le **14<sup>ème</sup> Sommet de la Francophonie**, qui s'est tenu du 13 au 14 octobre 2012 à Kinshasa, la capitale de la République Démocratique du Congo, sur le thème des « enjeux environnementaux et économiques face à la gouvernance mondiale ». Bilan politique, diplomatique et économique de ce Sommet controversé.

Seize chefs d'Etat ont fait le déplacement à Kinshasa. Dès le vendredi 12 octobre, on a noté l'arrivée du président du Gabon, Ali Bongo, du Cameroun, Paul Biya, du Niger, Mahamadou Issoufou, de la Côte d'Ivoire Alassane Ouattara, de la Guinée, Alpha Condé, de Centrafrique, François Bozizé, du Burkina Faso, Blaise Compaoré, du Burundi, Pierre Nkurunziza, et de la Tunisie, Moncef Marzouki, de Haïti, Michel Martelly. Le président français François Hollande, est arrivé le samedi 13 octobre. On notera aussi la présence du président Denis Sassou Nguessodu du Congo Brazza, du président comorien, Ikililou Dhoinine, du premier ministre canadien, Stephen Harper. La Suisse était représentée par le vice-président du Conseil fédéral, Ueli Maurer.

Mais si ce dernier ce Sommet a fait couler tant d'encre et de salive, c'est justement à cause de son caractère hyper politisé, car les enjeux étaient considérables, tant pour ses organisateurs que pour ses détracteurs. Revenons sur cet événement afin de comprendre les raisons de cet excès de politisation et d'en dresser le bilan.

## Les contestations

Avant le Sommet, plusieurs voix se sont levées pour condamner sa tenue dans un pays qui a connu « les pires élections du monde » à en croire **Radio France Internationale**. Des Congolais de l'intérieur du pays et ceux de la diaspora se sont mobilisés, en France, en Belgique, au Canada, en Suisse et ailleurs, pour dire non à ce qu'ils appellent « la francophonie du sang » ; celle qui, en organisant son Sommet au Congo, est une insulte à la misère du peuple congolais dans le contexte politique actuel.

Si les appels de ses contestataires n'ont pas réussi à faire délocaliser le Sommet, ils ont néanmoins contribué à sa sur-médiatisation et surtout à semer le doute, à entretenir l'incertitude, à faire durer le suspens et à montrer que le Congo va mal, au point qu'à un certain moment, la thèse de délocaliser le Sommet à l'Ile Maurice avait été évoquée dans certains milieux proches des organisateurs. Abordons maintenant les raisons qui ont contribué à l'hyper politisation du **14<sup>eme</sup> Sommet de la Francophonie**. Pour commencer, le contexte politique international a beaucoup joué dans l'appréciation de ce Sommet.

### **La France a un nouveau président Hollande**

Monsieur François Hollande a été élu à la tête de la France sur la base d'un programme de campagne qui prône « le changement ». Une fois arrivé au pouvoir, il a voulu prendre ses distances avec son prédécesseur, Monsieur N. Sarkozy. Homme de « la présidence normale », le nouveau locataire de Élysée doit prendre ses marques sur toutes les questions, tant sur le plan de la politique nationale qu'internationale.

En perte de vitesse quant à sa côte de popularité et faisant face à l'écart entre les promesses de campagne et les réalités politiques qui dictent les contraintes du terrain, François Hollande doit inventer un mode de gouvernance qui entretient, tant que faire se peut, l'image de celui qui peut tirer la France de la crise, la sauver du spectre des possibles délocalisations des entreprises, de ses multiples plans sociaux, bref, arrêter l'hémorragie d'un mécontentement qui risque de se généraliser.

Dans ce contexte, le **Sommet de la Francophonie** est une tribune toute trouvée pour le président français afin de réaffirmer sa détermination pour le changement, dont il se veut le garant pour la France et toutes

les zones où s'étend sa sphère d'influence.

Mais ce Sommet est en même temps un test pour le « président normal ». Aller à Kinshasa, c'est honorer la Francophonie. Dans ce contexte de crise, ce voyage est aussi un soutien aux entreprises françaises présentes au Congo comme **AREVA** et bien d'autres. Mais, en même temps, le Congo est présenté par plusieurs observateurs comme un pays qui s'est construit sur une dictature, à en croire le dernier rapport d'**Amnesty International** sur les droits de l'homme au Congo.

Devant ce dilemme, Monsieur Hollande décide alors de jouer le morceau à sa manière. Le 9 octobre, soit cinq jours avant l'ouverture du Sommet et devant le Secrétaire Général de l'**ONU**, Monsieur Ban Ki-moon, il critique ouvertement le pouvoir en place au Congo : « la situation dans ce pays est tout à fait inacceptable sur le plan des droits, de la démocratie et de la reconnaissance de l'opposition. » Cette prise de position avait suscité plusieurs réactions. Certains trouvaient les propos du président français adéquats, tandis que d'autres les trouvaient inutiles et mal placés.

On notera la réaction du gouvernement congolais à travers son ministre de l'information, Monsieur Lambert Mende, qui a affirmé que Monsieur Hollande ne connaissait rien de la réalité congolaise. Alors qu'un des membres de l'opposition, Monsieur Vital Kamerhe, invitait les proches du président Kabila à voir dans les propos du président français une correction fraternelle.

Dans les milieux proches de la présidence française, on affirme qu'il s'agit d'une détermination de François Hollande qui a une autre approche de la **Françafrique**. Mais pour Jean-Pierre Mbelu, un analyste politique congolais vivant en Belgique, les propos de Monsieur Hollande étaient destinés à la consommation de l'opinion internationale et aux médias français, confie-t-il à Etienne Ngandu du **blog CongoOne** .

### **Kabila et sa quête de légitimité**

Les dernières élections présidentielles et législatives au Congo avait suscité un immense espoir au sein de la population, plus que jamais assoiffée de changement démocratique, gage d'un développement qui la

tirerait de sa misère injuste. Mais ce rêve a vite tourné au cauchemar, car le changement tant attendu n'a pas eu lieu. Monsieur Kabila s'est maintenu à la tête du pays à l'issue d'un processus électoral qualifié de « chaotique », selon l'expression de la rédaction de **Radio France International** du 29.11.2011.

La contestation qui s'en est suivie était sans précédent. La violence et les arrestations arbitraires au sein de l'opposition qui revendiquait la victoire de son leader Etienne Tshisekedi, ont contribué à décrédibiliser ce processus. A cela s'ajoute, l'absence de la liberté d'expression, l'emprisonnement des opposants et les assassinats politiques que connaît le pays, qui ont fini par ternir l'image d'un pouvoir qui avait déjà du mal à se faire accepter. Et même si le soutien tacite à Kabila s'est fait par le silence de la communauté internationale, son régime est considéré par une certaine opinion comme infréquentable.

A sa prestation de serment, sur tous les chefs d'Etat étrangers attendus, seul le très controversé Robert Mugabé du Zimbabwe était venu à Kinshasa. Notons que son voisin le plus proche de Kinshasa, Congo Brazzaville, n'avait délégué que son ministre des transports. Cela fut perçu comme une sorte de boycott.

Ainsi, le **Sommet de la Francophonie** était une occasion toute trouvée pour Joseph Kabila et ses proches d'essayer de redevenir un Etat fréquentable, ne serait-ce que l'espace d'un weekend. C'est aussi cela qui explique la détermination du pouvoir de Kinshasa à organiser ce Sommet au Congo par tous les moyens.

### **Bilan économique**

Les travaux préparatifs du **14<sup>ème</sup> Sommet de la Francophonie** ont coûté la bagatelle de 22,6 millions de dollars, soit 17 millions d'euros pour un pays dont le budget 2012 est de près de 8 milliards de dollars. Dans un pays où des enseignants, des fonctionnaires de l'Etat, des médecins et bien d'autres travailleurs totalisent plusieurs mois impayés, un tel luxe pose un sérieux problème de priorités et de choix du pouvoir de Kinshasa. D'autant plus que toutes les dépenses n'ont concerné que l'aspect extérieur de la capitale et les endroits que devaient visiter les caméras occidentales.

A ce jour, il est difficile de parler de retombées financières pour le pays, tellement tout a été centré sur la récupération politique du Sommet. Aucune annonce des investisseurs à qui le Sommet aurait permis de signer des contrats dans le sens de la création d'emplois par exemple. Aucun rapport sur les retombées touristiques et culturelles. Ce qui justifie le scepticisme du Congolais moyen pour qui ce Sommet ne peut rien apporter à la population. «Tous ces beaux discours des participants changent quoi dans la vie des Congolais qui continuent à verser le sang? Ce Sommet ne peut déboucher que sur une « grande messe » inutile pour la population congolaise », commente un congolais sur le site de [Radio Okapi](#), une radio locale.

### **Sur le plan politique**

Sur le plan politique, le gouvernement de Kinshasa peut être satisfait d'avoir relevé le défi dans un contexte extrêmement incertain et tendu, avec la guerre de l'Est que mène la rébellion du M 23 : le Mouvement du 23 mars; celle dans le Kasai avec Jonh Tshibangu ainsi que les contestations à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Comme l'exprime Monsieur Alain Simoubam, du groupe de [presse Liberté](#), « jamais Sommet de la francophonie n'aura autant suscité de polémiques et autant mis mal à l'aise les autorités du pays hôte. » Braver tout cela et réussir le Sommet sur le plan des infrastructures et de la sécurité, peut être considéré comme un succès pour le pouvoir de Kinshasa. Mais les objectifs politiques de ce dernier ont-ils été atteints ?

A ce niveau, avoir réussi à organiser le Sommet à Kinshasa ne semble pas avoir tout arrangé pour Joseph Kabila. L'équilibriste François Hollande n'a pas manqué de gestes peu diplomatiques et pour le moins humiliants à l'encontre de Monsieur Kabila. Devant la presse internationale et à côté de Kabila, il affirme espérer voir le processus en cours au Congo aller jusqu'à son terme. Il fait attendre Kabila pendant près de 42 minutes au Palais du Peuple où se tient le Sommet et ne se donne pas la peine d'applaudir Kabila à la fin de son discours comme le fait toute l'assistance. Bref, cela a créé plutôt le malaise que le triomphe. Et l'inauguration par François Hollande de la médiathèque du Centre culturel français de Kinshasa baptisée du nom de Floribert Chebeya, ce militant et défenseur des droits de l'Homme assassiné en juin 2010, est gênant pour Kinshasa qui semble avoir des choses à cacher dans cet assassinat que

d'aucun qualifié de crime d'Etat.

Et pour couper court à l'illusion de se faire reconnaître par des chefs d'Etat étrangers, le leader de l'opposition, Monsieur Etienne Tshisekedi, celui qui s'est toujours considéré comme le vainqueur des élections du 28 novembre 2012, enfonce le clou et affirme, à l'issue de son entretien avec François Hollande, que « la légitimité du pouvoir au Congo ne peut venir que du peuple congolais. » Le président du parti politique l'UDPS (Union pour la Démocratie et le Progrès Social), s'est dit satisfait de son entretien avec le président français, entretien qu'il a qualifié de fraternel.

Pour Vital Kamrhe qui s'exprimait sur les ondes de **Radio Okapi**, à Kinshasa, « le Sommet de Kinshasa a été un échec. Il a permis au peuple congolais de comprendre qu'il se pose en RDC un problème de déliquescence de l'Etat et de leadership responsable ».

### **Sur le plan diplomatique**

Une chose est d'accueillir les autres dirigeants chez soi, mais en tirer des dividendes diplomatiques en est une autre. Le bilan diplomatique ne pourrait pas être un succès. Si le pouvoir de Kinshasa peut se targuer d'avoir reçu le soutien de quelques présidents étrangers, notamment de Blaise Kampaoré du Burkina-Faso, les attitudes et les propos du président français sont restés dans toutes les têtes comme les moments importants de ce Sommet, qui ne sont pas glorieux pour Kinshasa.

En outre, le conflit à l'Est de la RDC a fait l'objet d'un traitement diplomatiquement discutable. Pour l'opposant Vital Kamerhe, « la qualification de ce conflit laisse voir la faiblesse de la diplomatie congolaise. » Le mystère sur les vrais soutiens des rebelles demeure entier. « Comment expliquer, se demande Kamerhe, que de l'avis du ministre de l'information de la RDC et de beaucoup d'autres acteurs, on parle de l'agression de la RDC. Le ministre nomme le Rwanda comme l'agresseur ; mais quand nous suivons le président de la République, il dit que la paix est troublée à l'Est par des forces négatives avec un appui extérieur d'un Etat voisin, sans dire lequel alors que nous avons neuf voisins. »

Même le fait que Kinshasa ait réussi à faire rédiger une déclaration qui demande au Conseil de sécurité de **Nations Unies** de condamner l'agression dont est victime l'Est du Congo, ceci n'a pas été un franc succès dans la mesure où le plus grand accusé comme soutien de cette rébellion, le Rwanda, n'a pas signé le communiqué final.

Ainsi, le 14<sup>ème</sup> Sommet de la francophonie aura été un pari réussi par ses organisateurs, mais son bilan laisse un goût amer qui a contribué plus à mettre à nu les problèmes congolais sans la moindre lueur de solution. En même temps, ce Sommet a une fois de plus montré l'incapacité de toutes ces organisations internationales à rencontrer les préoccupations existentielles des peuples sans défense. Au point que ce même dimanche 14, pendant que se clôturait le Sommet, un congolais de la base à qui une télévision étrangère a tendu le micro, s'est exclamé en ces termes : « il s'agit d'un Sommet pour eux ; eux les puissants de ce monde qui se moquent de nos malheurs. Ils partiront et rien ne changera à notre situation. Nous continuerons à souffrir au vue de tout le monde. Nos femmes et nos filles continueront d'être violées et nos ressources alimenteront toujours de nouvelles guerres. Le changement au Congo ne doit venir que de nous-mêmes.»

Ainsi va le monde : les uns gémissent, les autres jubilent et l'histoire suit son cours.

**Angèle BAWUMUE NKONGOLO**

**Membre de la rédaction neuchâteloise de Voix d'Exils**

## **Édito. Monde civilisé ? Du n'importe quoi !**

**✘ l'Édito est une nouvelle rubrique qui fait aujourd'hui son apparition dans Voix d'Exils.**

On vit dans un monde où les pays dits « civilisés » dictent ce qui



est bon et ce qui ne l'est pas. Ils nous dictent aussi ce qui est politiquement correct de dire/faire et même de penser en société et au nom de leur civilisation. Dans ce monde on assassine même en direct des prisonniers de guerre et on sourit quand on voit ces choses horribles.

Le monde civilisé est champion de la politique deux poids deux mesures. Capable de diaboliser **Mugabe du Zimbabwe**. De chasser **Gbagbo** de la **Côte d'Ivoire** et de l'incarcérer à **la Haye**. D'organiser l'assassinat de **Kadhafi** en direct et en mondovision. Pour quelles raisons? Au nom de la **démocratie**? De la **civilisation**? Au nom d'intérêts économiques inavoués ? Allez savoir.

Ce qui est sûr, c'est que les réels motifs de ces acharnements n'ont rien à voir avec l'envie des pays civilisés de restaurer la démocratie et le bien-être dans ces pays. Sinon, comment expliquer que les dictateurs les plus féroces et les plus sanguinaires comme **Paul Biya** du **Cameroun**, **Teodoro Obiang Nguema** de la **Guinée Equatoriale**, **Sassou Nguesso** du **Congo**, **Joseph Kabila** de la **République Démocratique du Congo**, continuent à séjourner en Occident et sont reçus en grandes pompes par les pays dits « civilisés » et sans la moindre gêne? « On va vous aider avec une coopération policière ». Propos de **Michèle Alliot-Marie**, alors ministre **français** des **Affaires étrangères**, tenus pendant que le **printemps arabe** battait son plein en **Tunisie** et que les morts se comptaient par dizaines déjà. Cela avait montré aux yeux du monde entier une insensibilité incroyable de ce pays dit « civilisé ». Le dictateur **Ben Ali** était un « ami » (leur ami). Réveillez-vous ! Le monde est déjà un enfer où des humains dansent autour des cadavres et où des gens se considérant comme « civilisés » fêtent avec un grand sourire la mort. Pourquoi ferment-ils les yeux sur ce qui se passe dans les autres pays comme le **Gabon**, l'**Ethiopie**, l'**Erythrée**, la **Guinée équatoriale**, le **Maroc**, le **Swaziland**, la **République centrafricaine**, l'**Ouganda**, le **Soudan**, le **Cameroun**, la **République Démocratique du Congo**, le **Congo**, le **Burkina Faso** ou le **Togo**? Et pourtant, nombre de ces régimes dictatoriaux (en Afrique, au Moyen-Orient, au **Sri Lanka**, à **Cuba**...) pourraient être renversés sans

difficultés majeures si les occidentaux (monde civilisé) fournissaient les moyens adéquats comme la mise en place de sanctions diplomatiques, politiques et économiques contre ces dictatures ; grâce auxquelles les populations et les institutions indépendantes pourraient, au nom de la démocratie, restreindre les sources de pouvoir des dirigeants en place et, ainsi, endiguer leur nuisance. Ce qui n'est pas le cas. Pourquoi ?

Il y a vingt ans, la jeunesse africaine de la plupart des pays susmentionnés était déjà descendue dans la rue pour manifester son exaspération contre les dictateurs. Malheureusement, à l'époque, cette jeunesse africaine connaissait moins de succès. En fait, la jeunesse africaine avait été sacrifiée sur l'autel de la « *realpolitik* », autrement dit, par le cynisme des Occidentaux (le monde civilisé) en terre africaine. Les despotes africains, ayant eu plus de soutiens de la part des pays occidentaux (le monde civilisé) qui défendirent dans les années 90 leurs intérêts impérialistes, y compris à coups d'interventions militaires. Ils se sont offerts le luxe de ne pas céder à la pression de la rue. En lieu et place, il y a eu des milliers de meurtres perpétrés en plein jour par des forces armées.

On a organisé des conférences nationales dites souveraines par ici, composées des gouvernements de transition démocratique par là. Malgré tout cela, le changement espéré est demeuré une utopie. Pire, lorsque les tensions ont baissé, les dictateurs sont revenus au-devant de la scène, en force. Certains sont même morts de vieillesse au pouvoir comme **Omar Bongo Ondimba** du **Gabon** après... 42 années de règne sans partage ou encore **Gnassingbé Eyadema** du **Togo** après... 38 années de dictature. Et ils se sont faits remplacer à la tête de ces Républiques par leurs fils avec la bienveillance et la bénédiction des pays dits civilisés !

Ces régimes sont notoirement imperméables au changement, à l'alternance et ils répriment lourdement la dissidence. La corruption (y compris le détournement de l'argent du **fond mondial**

destiné aux interventions contre la pauvreté et les maladies) et les atteintes massives aux droits humains sont le lot quotidien de millions de citoyens dans ces pays qui sont à la peine économiquement et qui, pourtant, recèlent d'immenses richesses naturelles, comme des gisements de diamants, de pétrole, d'or, ou la culture du cacao, du café etc. En parlant de la corruption, elle est si répandue que les conditions de vie dans ces pays, pour la majorité de la population, sont révoltantes. Le prix abordable des produits de première nécessité, l'accès à l'eau potable, à l'électricité, aux services de santé, de l'éducation, à l'emploi et à la sécurité sont de véritables gageures.

Face à ça, l'extravagance du train de vie de la classe dirigeante. Par exemple, le dictateur Paul Barthelemy Biya Bi Mvondo du Cameroun vit trois quarts de l'année à l'Hôtel InterContinental de Genève en Suisse, l'un des hôtels les plus chers du monde. Les ressortissants camerounais établis en Europe organisent d'ailleurs régulièrement des marches de protestation devant cet hôtel. La facture exorbitante que dégage ses séjours prolongés là-bas (plusieurs millions de francs suisses par... mois) est bien entendu assurée par le contribuable camerounais. Rien que ça. Il n'est ni Kadhafi, ni Gbagbo. Il n'a pas tenu tête aux Occidentaux (monde civilisé). On ferme les yeux tant qu'il protège nos intérêts en Afrique. On s'en fout, même s'il massacre les siens.

Monde civilisé ? Du n'importe quoi !

*Edito signé :*

**Fbradley Roland**

**Membre de la rédaction vaudoise de Voix d'Exils**